

MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 76-513 du 8 juin 1976 fixant les conditions exceptionnelles d'accès au corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture et du ministre de la qualité de la vie,
Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans l'un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale, modifié par les décrets n° 58-295 du 20 mars 1958, n° 59-1402 du 9 décembre 1959, n° 61-1013 du 7 septembre 1961, n° 66-757 du 7 octobre 1966, n° 69-79 du 22 janvier 1969 et n° 73-635 du 3 juillet 1973 ;

Vu le décret n° 64-658 du 29 juin 1964 portant organisation des services extérieurs du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 75-36 du 21 janvier 1975 relatif au statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en date du 23 décembre 1975 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances), entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Indépendamment des recrutements effectués en application des dispositions du décret du 21 janvier 1975 susvisé, des mesures exceptionnelles de recrutement dans le corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive ont lieu pendant une période de cinq années à compter de la date de la rentrée scolaire 1976, selon les conditions fixées par le présent décret.

Art. 2. — Chaque année, un arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports, du ministre de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) détermine le nombre des emplois qui peuvent être pourvus respectivement en application du 1^{er} et du 2^e de l'article 3 ci-après.

Art. 3. — Peuvent être nommés et titularisés dans le corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive :

1^o Après inscription sur une liste d'aptitude annuelle, les maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive exerçant des fonctions d'éducation physique et sportive dans les établissements mentionnés à l'article 3 du décret du 21 janvier 1975 susvisé ainsi que dans les établissements d'enseignement relevant du ministère de l'agriculture en fonction à la date de la rentrée scolaire 1975 ; les candidats doivent justifier de neuf années au moins de services effectifs en tant que maître auxiliaire ; la liste d'aptitude est établie par le ministre chargé de la jeunesse et des sports, après avis de la commission administrative paritaire nationale à laquelle sont communiquées les appréciations de l'inspecteur principal pédagogique ; les candidatures sont soumises à l'examen de la commission administrative paritaire nationale par ordre d'ancienneté décroissant ;

2^o Les maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive en fonctions à la rentrée scolaire 1975 dans les établissements ou services mentionnés au 1^o du présent article, qui ont assuré pendant au moins deux années un service à temps complet. Les candidats devront avoir subi avec succès les épreuves d'un concours organisé chaque année. Les modalités de ce concours sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la jeunesse et des sports et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique).

Les conditions de service s'apprécient au 1^{er} janvier qui suit le début de l'année scolaire au titre de laquelle est établie la liste d'aptitude ou au titre de laquelle est organisé le concours.

Art. 4. — Les personnels titularisés en application du présent décret seront reclassés dans les conditions fixées par le décret susvisé du 5 décembre 1951.

Art. 5. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 1976.

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,
ANDRÉ FOSSET.

Le ministre de l'économie et des finances,
JEAN-PIERRE FOURCADE.

Le ministre de l'agriculture,
CHRISTIAN BONNET.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),
GABRIEL PÉRONNET.

ENVIRONNEMENT

Conseil d'administration
de l'agence financière de bassin Seine-Normandie.

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Environnement) en date du 28 mai 1976, est nommé au conseil d'administration de l'agence financière de bassin Seine-Normandie, en qualité de représentant de l'Etat : M. Desmet, sous-préfet, chargé de la sous-direction de l'équipement et du développement au ministère de l'intérieur, en remplacement du directeur général des collectivités locales.

Comités de bassin.

SEINE-NORMANDIE

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Environnement) en date du 28 mai 1976, sont nommés au comité de bassin Seine-Normandie :

Au titre de délégués du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur : M. Desmet, sous-préfet, chargé de la sous-direction de l'équipement et du développement, en qualité de titulaire et en remplacement du directeur général des collectivités locales, et M. Lafond, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en qualité de suppléant et en remplacement de M. Desmet ;

Au titre de la région Basse-Normandie : M. le docteur Patounas, conseiller général, maire de Saint-Lô, président du syndicat à vocation multiple du Point-Fort-de-Saint-Lô, en qualité de suppléant de M. Sillière (Norbert).

RHÔNE-MÉDITERRANÉE-CORSE

Par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Environnement) en date du 28 mai 1976, sont nommés au comité de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, en qualité de représentants des collectivités locales au titre de la région Franche-Comté :

M. Mery (Jacques), conseiller général du Doubs, maire de Baume-les-Dames, en qualité de titulaire et en remplacement de M. Migeon ; M. Tourrain (Raymond), conseiller général du Doubs, en qualité de suppléant et en remplacement de M. Joubert.

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRANSPORTS

Liste complémentaire des diplômes professionnels ouvrant droit à la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle maritime.

Par arrêté du ministre de l'éducation et du secrétaire d'Etat aux transports en date du 13 mai 1976, la liste des diplômes énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 23 mars 1970 fixant la liste des diplômes professionnels ouvrant droit à la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle maritime est complétée comme suit :

- « Certificat d'aptitude professionnelle de métallier.
- « Certificat d'aptitude professionnelle de mécanicien automobile.
- « Certificat d'aptitude professionnelle de mécanicien ajusteur.
- « Certificat d'aptitude professionnelle de mécanicien tourneur.
- « Certificat d'aptitude professionnelle de chaudronnier, option constructions navales.
- « Certificat d'aptitude professionnelle de mécanicien d'entretien. »